

Action mondiale des parlementaires

Les États africains encouragés à ratifier la Convention d'interdiction des armes biologiques

Conscients de graves dangers posés dans plusieurs pays par la prolifération des armes de destruction massive, y compris les armes biologiques ou à toxines, les membres de l'Action mondiale des parlementaires (PGA) réunis à Freetown du 27 au 28 mars dans l'atelier régional africain sur la convention sur les armes Biologiques ou à Toxines, encouragent les pays africains à ratifier et mettre en œuvre la Convention d'interdiction des armes biologiques ou à toxines dans toute son ampleur.

PITSHOU MULUMBA

Ce rendez-vous qui a regroupé des parlementaires de la Sierra Leone, du Libéria, du Nigeria, de la Guinée, de la République centrafricaine, de la Guinée-Bissau, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la Namibie, du Kenya, de la Somalie et de la Tanzanie, a aussi débouché sur un plaidoyer pour la mise en œuvre des résolutions 1540 (2004) et 2325 (2016) du Conseil de sécurité de



Les Parlementaires du PGA à l'atelier régional africain sur la convention sur les armes Biologiques (Freetown). Photo E.O.

l'ONU.

Dans sa résolution 1540 (2004), le Conseil de sécurité a décidé que tous les États doivent s'abstenir d'apporter un appui, quelle qu'en soit la forme, à des acteurs non étatiques qui tenteraient de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer

ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs vecteurs, en particulier à des fins terroristes. Dans la foulée, les parlementaires de la PGA restent alarmés par les preuves croissantes, ces dernières années, que certains groupes non étatiques induisant des organisations terroristes en Afrique, y compris Boko

Haram et Al Shabaab, veuillent chercher à acquérir, mettre au point ou fabriquer des armes biologiques ou à toxines. Une situation qui appelle à des actions directes.

Pour rappel, la PGA a été créée en 1978 à Washington, DC, par un groupe de parlementaires concernés du monde entier pour entreprendre des actions collectives, coordonnées et cohérentes sur les problèmes mondiaux, qui ne peuvent être résolus avec succès par un gouvernement ou un parlement agissant seul. Fondé lors de l'ère de la Guerre froide, une priorité et une priorité de l'organisation était la mobilisation des parlementaires du monde entier à l'appui du désarmement nucléaire. Aujourd'hui, et reflétant le monde plus complexe et interconnecté dans lequel il vit, la PGA et ses membres consacrent à leur échelle mondiale le temps et les énergies pour promouvoir les droits de l'homme, la justice internationale et la responsabilité, défendre les mécanismes de prévention des conflits et la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que promouvoir le genre, l'égalité et la non-discrimination.